



Collection cercle stratégique franco-allemand

----- 6 -----

Jean-Pierre Maulny/Winfried Veit

Des stratégies de crise pour l'Europe

Octobre 2006

Jean-Pierre Maulny

Directeur adjoint de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)

Winfried Veit

Directeur du bureau parisien de la Friedrich-Ebert-Stiftung

Sommaire

Introduction

Quelle stratégie européenne en Asie centrale ?

La crise au Proche-Orient

Sommet de Riga et transformation de l'OTAN : Quelle nouvelle Alliance ?

Programme du 15^e Cercle stratégique franco-allemand

Introduction

L'Allemagne assume la présidence du Conseil de l'Union européenne en ce premier semestre 2007. Parmi les nombreux sujets à traiter, il s'agira notamment d'adopter une stratégie européenne pour l'Asie centrale, élaborée par le ministère allemand des Affaires Etrangères. La responsabilité en incombe au ministre d'Etat Gernot Erler, fin connaisseur de l'Asie centrale, qui, lors du 15ème cercle stratégique franco-allemand à Berlin les 25 et 26 octobre 2006, a tracé avec le représentant spécial de l'UE pour l'Asie centrale, Pierre Morel, les contours d'une telle stratégie. L'importance de l'Asie centrale et donc d'une stratégie européenne à son égard porte sur trois domaines : l'approvisionnement en énergie, la lutte contre le terrorisme et le trafic de stupéfiants. La discussion qui se développe autour de la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie et les pressions de Moscou vis-à-vis de l'Ukraine et de la Géorgie en matière de fourniture d'énergie ; le durcissement de la situation en Afghanistan, où des soldats français et allemands sont engagés parmi d'autres dans le cadre de l'OTAN pour lutter contre la résurgence des Talibans ; en lien direct avec cette situation, l'accroissement du trafic de drogues d'Afghanistan vers l'Europe en passant par l'Asie centrale : autant de sujets qui montrent clairement le rôle de la région pour la sécurité de l'Europe. Mais il ne peut s'agir uniquement de mener des réflexions géopolitiques et géostratégiques ; la stratégie européenne pour l'Asie centrale doit naturellement aussi intégrer le respect de la démocratie et des droits de l'homme dans les Etats majoritairement autoritaires de la région.

Vis-à-vis du Proche-Orient également, une stratégie de crise semble nécessaire, comme l'ont montré les débats du cercle stratégique à Berlin. La situation s'est dégradée de façon dramatique dans la région ces derniers temps : l'Irak est de fait soumis à une guerre civile qui fait des dizaines de morts tous les jours ; l'intervention israélienne au Liban et le durcissement du conflit avec les Palestiniens ne laissent guère d'espoir pour la paix ; et l'intransigeance de l'Iran sur le dossier du nucléaire accroît encore les tensions dans la région. Pourtant, la crise pourrait donner naissance à une prise de conscience quant aux évolutions nécessaires ; l'UE, portée par son rôle dominant dans le cadre de la mission de la FINUL, semble être apte et prête à assumer un plus grand rôle politique au Proche-Orient, tandis que les Etats-Unis et Israël ne semblent plus rejeter en bloc l'idée d'un rôle accru des Européens.

Le troisième sujet sur lequel ont porté les débats fut l'avenir de l'Alliance atlantique à l'occasion du sommet de l'OTAN à Riga. Là-aussi, il fut question de crises et des stratégies appropriées, et notamment de la détérioration de la situation en Afghanistan, et des attentes que formulent les autres alliés en particulier vis-à-vis de l'Allemagne et de la France, pour qu'elles s'engagent davantage au plan militaire. Enfin, il fut aussi question du rôle global de l'OTAN et des alliances possibles dans la région Asie-Pacifique.

Quelle stratégie européenne en Asie centrale ?

Selon les termes de Gernot Erler, la stratégie européenne pour l'Asie centrale s'inscrit en complément du partenariat stratégique avec la Russie et de la politique européenne de voisinage avec l'Ukraine, la Moldavie et les Etats du Caucase. Pas plus que celle-ci, la stratégie européenne pour l'Asie centrale ne doit être perçue par Moscou comme opposée aux intérêts russes. Il ne s'agit pas d'une « réorganisation de la zone post-soviétique dans le sens des Européens » mais plutôt de la défense des intérêts légitimes des Européens, qui se fondent essentiellement sur trois caractéristiques marquantes de l'importance stratégique de l'Asie Centrale :

- Avec ses gigantesques réserves de pétrole et de gaz naturel et les oléoducs et gazoducs existants ou en construction, la région joue un rôle majeur pour l'approvisionnement énergétique de l'Europe – notamment eu égard au débat sur la dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie et étant donné que les principales réserves de pétrole se situent dans des régions en crise, comme le Proche-Orient ou l'Afrique ;
- Après les attentats du 11 septembre 2001, l'Asie Centrale a également vu son rôle accru dans la lutte internationale contre le terrorisme – puisque la région jouxte l'Afghanistan, où les Talibans retrouvent une certaine vigueur, et peut de ce fait servir éventuellement de zone de repli et de transit pour les terroristes islamistes, mais également de zone de transit pour les troupes de l'OTAN engagées en Afghanistan ;
- Face à la déstabilisation croissante de l'Afghanistan, la production d'opium, dirigée par les Talibans et les « seigneurs de guerre » locaux, est à nouveau en augmentation ; les drogues transitent essentiellement par l'Asie Centrale avant d'atteindre l'Europe.

Selon Gernot Erler, une stratégie européenne pour l'Asie Centrale destinée à apporter la sécurité et la stabilité dans la région doit couvrir au moins six domaines :

- La coopération en matière de sécurité, visant à des structures étatiques fonctionnelles capables d'endiguer la criminalité organisée et le terrorisme ;
- Cela doit s'accompagner d'une évolution des structures internes vers l'Etat de droit selon les principes de « bonne gouvernance » ;
- Le meilleur moyen d'établir une sécurité stable et durable passe par la coopération régionale des pays d'Asie Centrale ;
- Le développement économique, en facilitant par exemple les investissements étrangers, et la coopération en matière d'énergie au profit des deux parties complètent le volet sécuritaire ;
- Promouvoir une initiative globale d'éducation, sachant que plus de la moitié de la population de la région a moins de 26 ans ;
- De nouvelles formes de dialogue politique, par exemple à travers des rencontres régulières des ministres des Affaires étrangères européens et des pays d'Asie Centrale.

Gernot Erler souligna que la stratégie européenne pour l'Asie Centrale devait être élaborée en concertation avec les pays concernés. Selon lui, son importance tient également au fait qu'elle doit contribuer à stabiliser l'Afghanistan, en incitant les pays d'Asie Centrale à mener une politique active vis-à-vis de ce pays. Par ailleurs, l'amélioration de la situation sociale serait la meilleure prévention contre les velléités de recrutement de terroristes.

Pierre Morel se joignit pour l'essentiel aux propos de Gernot Erler, et se déclara optimiste, en particulier pour ce qui concerne la coopération franco-allemande sur cette stratégie pour l'Asie Centrale. L'occasion d'améliorer la coopération avec l'Asie Centrale se présente maintenant, et il faut la saisir ; dans quelques années, la situation aura peut-être évolué. L'occasion se présente aussi parce que les sociétés d'Asie Centrale ne sont pas seulement asiatiques : la longue période de domination soviétique les a aussi conduites « sur la voie de l'Europe ». Toutefois, la mise en œuvre d'une stratégie européenne pour l'Asie Centrale pose aussi certains problèmes :

- Il est difficile de bien évaluer les situations réelles en Asie Centrale, dans la mesure où il s'agit de sociétés peu ouvertes ;
- Les moyens financiers prévus pour la mise en œuvre de la stratégie sont totalement insuffisants ;
- La question de l'énergie impose de tenir compte de la Russie, notamment en ce qui concerne le tracé des pipelines.

Au cours de la discussion, il a été fait mention des grandes différences qui existent entre les pays de la région et qui doivent être prises en compte dans la stratégie européenne pour l'Asie Centrale. Ainsi, alors

que l'intégration régionale est une « idée chère au cœur des Européens », les Etats de la région, qui n'ont conquis que récemment leur indépendance, sont attachés à conserver dans un premier temps leur identité nationale, et c'est en tant qu'Etats nations qu'ils souhaitent devenir partenaires de l'Europe. Mais si l'Asie Centrale n'est pas une entité régionale homogène, cela a aussi des conséquences sur la stratégie européenne à son égard. Force est de reconnaître que les pays d'Asie Centrale sont en position de force sur les dossiers de l'énergie et de la sécurité : les Européens ont besoin d'eux, mais ont-ils eux aussi besoin des Européens ? Dans ces conditions, on peut douter que les pays d'Asie Centrale répondent aux demandes de démocratie et d'Etat de droit. C'est pourquoi il existe au sein de l'Union européenne des pays qui doutent de l'intérêt d'une coopération avec certains Etats de la région. L'Europe dispose pourtant de leviers sur lesquels elle peut agir. Ainsi, le Kazakhstan – qui est tout de même le pays le plus développé d'Asie Centrale – souhaite assumer en 2009 la présidence de l'OSCE, et doit pour ce-faire concrétiser certaines avancées en matière de démocratisation, d'établissement de l'Etat de droit et de respect des droits de l'homme. Après le massacre d'Andijan, l'Ouzbékistan souhaite sortir de son isolement, et à intérêt à protéger ses frontières contre l'infiltration de terroristes, tout comme les autres pays de la région. En la matière, les Européens pourraient faire des propositions adéquates, et aboutir à une situation dans laquelle toutes les parties en présence seraient gagnantes.

Mais à cette démarche modérément optimiste s'oppose l'examen du voisinage et de l'influence des grandes puissances en présence : l'Afghanistan, l'Iran, l'Irak et la question kurde ne constituent pas un environnement idéal pour une évolution pacifique et démocratique. La Russie et la Chine tentent de maintenir, voire d'étendre leur influence, et l'une comme l'autre ne placent pas la démocratie et les droits de l'homme en tête de leurs préoccupations. Le terrain reste donc délicat pour élaborer une stratégie européenne vis-à-vis de l'Asie Centrale.

La crise au Proche-Orient

Intervenants et participants au débat ont dressé un tableau sombre de la situation au Proche-Orient. La guerre lancée par Israël contre le Hezbollah pendant l'été 2006, l'Irak au bord de l'anarchie, la situation désespérée dans les territoires palestiniens, la crise du nucléaire iranien qui dure toujours et les tensions au Liban font du Proche-Orient un baril de poudre susceptible d'exploser à tout moment. Pourtant, Andrä Gärber, responsable du Proche-Orient à la Fondation Friedrich Ebert, voit les signes d'un tournant similaire à celui de 1991, lorsque la conférence de paix de Madrid avait succédé à la guerre du Golfe. « Aujourd'hui encore, les acteurs extérieurs et régionaux doivent changer de cap et chercher des issues à l'impasse politique qui peut conduire la région à une guerre de plus. »

Selon Andrä Gärber, les indicateurs suivants annonceraient ce tournant :

- Puisque le retrait du Liban et de la Bande de Gaza n'ont pas non plus apporté de sécurité durable, Israël a besoin d'un nouvel agenda pour parvenir à une paix durable avec ses voisins arabes ;
- Depuis la victoire électorale du Hamas en janvier 2006, les Palestiniens se trouvent aujourd'hui dans une situation catastrophique, et ont besoin de perspectives d'avenir ;
- Les régimes sunnites modérés (surtout ceux d'Egypte, de Jordanie et d'Arabie Saoudite), vu la puissance militaire du Hezbollah chiite, ont besoin d'un succès diplomatique dans le conflit israélo-arabe, pour éviter de perdre davantage de légitimité ;
- Le Hezbollah ne pourra pas maintenir durablement son statut particulier au Liban ;
- La Syrie veut sortir de l'isolement dans lequel elle s'est pour partie elle-même enfermée depuis 2001 ;
- Les Etats-Unis, de plus en plus enlisés dans le borbier irakien, ayant massivement perdu de leur prestige, et confrontés à l'escalade continue dans le différend avec l'Iran sur le dossier du nucléaire, ont besoin d'une réussite diplomatique dans la région ;
- L'Union européenne, par son implication forte dans la mission de la FINUL, a fait montre de vigueur, et semble apte et prête à assumer un rôle plus important au Proche-Orient.

Toutefois, il reste encore un chemin long et épineux à parcourir avant de parvenir à un règlement pacifique global au Proche-Orient. Bien des conditions doivent être remplies, et c'est toute une série de processus politiques qui doivent être initiés et mis en œuvre. En nommant ces conditions préalables et ces processus, Andrä Gärber fournit du même coup les éléments d'une future stratégie européenne pour le Proche-Orient :

- *Renforcer le Liban* : Le préalable à la pacification interne du Liban, c'est la reprise du dialogue interne et l'application pleine et entière de l'Accord de Taïf de 1989 et de la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations unies. Le désarmement du Hezbollah, et donc le rétablissement de la souveraineté de l'Etat libanais et de son contrôle sur tout le territoire du pays ne peuvent réussir que si l'on offre au Hezbollah suffisamment d'incitations en contrepartie ;
- *Impliquer la Syrie* : Sans une implication active de la Syrie, les efforts de la communauté internationale pour stabiliser le Liban resteront sans effet durable. Mais la Syrie ne sera prête à renoncer à son « rôle de fauteur de trouble » au Proche-Orient (surtout à travers le soutien du Hezbollah) que si les pressions américaines sur Israël permettent de faire aboutir les négociations sur le plateau du Golan, et si l'UE et l'Arabie Saoudite fournissent aussi des incitations financières supplémentaires ;
- *Intégrer l'Iran* : On ne peut espérer voir l'Iran jouer un rôle constructif au Proche-Orient que si l'on parvient à trouver sur le dossier du nucléaire un compromis qui permette aussi aux Iraniens de sauver la face. Les propositions pour réussir la désescalade consistent par exemple à faire enrichir l'uranium sous le contrôle de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, à instituer une zone dénucléarisée et sans armes biologiques ni chimiques au Proche-Orient, et à conclure un accord limitant la portée des systèmes lance-missiles ;
- *Stabiliser l'Irak* : La seule option pour empêcher la guerre civile et la désagrégation de l'Etat passe par la formation d'un gouvernement d'union nationale intégrant toutes les composantes pertinentes de la population irakienne, le retrait des soldats étrangers, et la révision en profondeur de l'actuelle Constitution. L'établissement d'un régime chiite en Irak entraînerait une recrudescence de l'extrémisme sunnite, qui cherche tout à la fois à fragiliser l'influence de l'Occident et la présence de soldats étrangers en Irak et à rétablir la domination sunnite sur la région ;
- *Redonner vie au processus de paix au Proche-Orient* : La résolution du conflit israélo-palestinien est déterminante pour tous les conflits énumérés. De même, la crédibilité et la légitimité de la politique occidentale à l'égard du Proche-Orient ne pourront être rétablies que si le quartet met en œuvre le plan de paix (la feuille de route) de 2003. Parallèlement, la résolution du conflit constitue un préalable nécessaire à la libéralisation et à la démocratisation du monde arabo-musulman.

Ce dernier avis est également partagé par von Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, même s'il arrive globalement à une analyse nettement plus pessimiste de la situation. Tous les conflits dans la zone proche-orientale se sont aggravés au cours des dernières années. La France y a vu son influence décliner, et elle ne mène plus de politique active pour le Proche-Orient, notamment parce qu'elle n'y est pas soutenue par l'Allemagne, paralysée dans ce domaine par sa responsabilité historique vis-à-vis d'Israël. A cela, il est répondu que le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, est engagé au Proche-Orient, et qu'il s'efforce surtout d'impliquer la Syrie dans les discussions ; en outre, en participant à la FINUL, l'Allemagne s'est aussi pour la première fois engagée militairement dans la région. Mais pour la partie allemande, le droit à l'existence d'Israël reste au premier plan de tous les efforts entrepris. Qu'un homme politique, comme l'ancien ministre des Affaires Etrangères, Joschka Fischer, soit pro-israélien « par conviction » ou non, n'a en l'occurrence aucune espèce d'importance. Il existe en Allemagne un consensus selon lequel la résolution du conflit au Proche-Orient ne peut se faire qu'avec les Américains. La partie française a une vision plus nuancée sur ce point : là où les Allemands disent que rien n'est possible sans les Américains, les Français disent que rien n'est possible avec l'actuel gouvernement des Etats-Unis. Mais ce qui est déterminant, c'est que les Européens proposent des projets crédibles, et soient prêts à s'engager massivement. Alors, les Américains suivront.

Sommet de Riga et transformation de l'OTAN : Quelle nouvelle Alliance ?

Un mois environ avant le sommet de l'OTAN qui devait se dérouler les 28 et 29 novembre 2006 à Riga, le cercle stratégique franco-allemand s'est réuni afin de débattre sur l'avenir de l'Alliance atlantique. C'est une question qui avait été abordée lors de la première réunion du cercle stratégique en novembre 1998. Il était donc intéressant, 8 ans plus tard de confronter les points de vue Français et Allemands sur le sujet. Depuis 1998, l'OTAN a bien évolué. Tout d'abord les missions militaires de l'OTAN se sont multipliées, au Kosovo notamment en 1999. En 2006, l'opération en Afghanistan mobilise tous les esprits avec la crainte que les 30 000 troupes de l'OTAN ne suffisent pas à asseoir le régime en place à Kaboul. En second lieu, l'OTAN a continué à s'élargir et à nouer de nouveaux partenariats. Il se pose donc la question des limites de cet élargissement mais également la question du rôle politique et militaire de l'alliance. Enfin la PESD est née lors du sommet de St Malo en 1998 et s'est construite depuis nécessitant la mise en place de liens avec l'OTAN.

Du côté français la situation est assez ambiguë de l'aveu même des participants au cercle. La France s'est pleinement impliquée dans l'OTAN depuis 2002, notamment avec sa participation à la NRF et sa présence dans l'ACT. Aujourd'hui la France est le 3^{ème} contributeur de troupes et le 4^{ème} contributeur pour le budget de l'OTAN. Pourtant la France se pose de nombreuses questions sur l'avenir de l'OTAN sans néanmoins remettre en cause cette organisation.

La première des questions porte sur l'extension géographique des opérations militaires de l'OTAN. Les Français n'y sont pas défavorables à priori mais estiment que dans certains cas cette organisation n'est pas la mieux appropriée pour certaines opérations : il ne faut que l'OTAN devienne le gendarme du monde selon Didier Boulaud.

La seconde question porte sur le type d'opération de l'OTAN. A ce niveau les Français estiment qu'il serait nécessaire que l'OTAN traite en priorité les opérations lourdes, celles pour lesquelles elle est équipée, laissant à l'UE le soin de traiter les opérations plus légères ainsi que celles où il faut coupler les moyens civils et militaires.

Les Français estiment aussi qu'il est nécessaire de se poser la question des limites de l'élargissement de l'OTAN comme il faut se la poser pour l'Union européenne. Les pays qui ont adhéré à l'OTAN aujourd'hui, comme la Pologne par exemple, l'ont fait parce que l'OTAN leur offrait des garanties de sécurité et non pour que l'OTAN traite de toutes les affaires du monde (Philippe Le Corre). Les Français de manière générale ne souhaitent pas que l'OTAN étende sa sphère d'influence et de partenariat à toute la planète. Le fait de créer une large alliance de pays riches, même s'ils partagent les valeurs de la démocratie, aurait un effet très déstabilisateur sachant que l'alliance atlantique est avant tout une alliance militaire. Les Français sont donc opposés à des partenariats avec le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, Israël, etc. Ainsi un coup d'Etat en Thaïlande n'a pas eu d'impact sur la sécurité dans la région. Qu'en serait-il si l'OTAN s'élargissait à certains pays d'Asie ?

Concernant la relation entre l'OTAN et la PESD les Français sont très soucieux que l'OTAN ne soit pas un obstacle au développement de la PESD. En même temps il n'est pas question de nier l'OTAN et son utilité. La France ne fait donc pas obstacle aux relations entre l'OTAN et la PESD à condition que cela s'inscrive dans le cadre de ces objectifs.

Enfin les Français constatent que l'Alliance n'est pas exempte de contradiction quand les Américains interdisent l'accès des Européens à leur marché, à certaines technologies ou leur déni le droit de procéder à certaines exportations.

Avec les Français les Allemands partagent leur inquiétude quant à la situation en Afghanistan. L'OTAN se trouve engagée dans une opération qui pourrait être très dommageable pour son image. Même si le retrait d'Afghanistan n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui, il faut sérieusement envisager la possibilité d'un retrait un jour. Sinon il faut étudier les conditions à mettre en place pour réorienter cette mission dans le bon sens. Il faut ainsi pouvoir traiter de la question des barons de la drogue car aujourd'hui ceux qui occupent les sièges de direction ne sont pas ceux que nous souhaitons voir diriger ce pays. Il a été suggéré de mettre en place un groupe de pays plus particulièrement concerné qui ferait office de groupe de contact en Afghanistan selon le mode 3+3 ou quartet.

Du côté allemand on met en évidence les bienfaits de l'OTAN. L'OTAN est l'organisation qui a permis de vivre en paix depuis 1949. C'est le forum qui a permis la réconciliation en Europe et éviter le retour vers le nationalisme. L'OTAN est un pacte où les Etats membres se contrôlent mutuellement. Autrefois l'Allemagne était un consommateur de sécurité vis-à-vis de l'OTAN, aujourd'hui c'est en train de devenir un fournisseur de sécurité (Rainer Arnold). L'Allemagne est en effet pleinement impliquée en Afghanistan. Du côté français on comprend d'ailleurs tout à fait que l'Alliance atlantique ait une importance spécifique vis-à-vis de l'Allemagne. C'est ce qui a permis durant toutes les années de la guerre froide à l'Allemagne de rester libre. Les Allemands considèrent que l'OTAN doit être un forum politique. Pour certains l'OTAN a l'avantage d'être le seul lieu de discussion sur la sécurité entre pays démocratiques ce qui n'est pas le cas l'ONU (Markus

Meckel). Il est nécessaire d'ailleurs que ces critères soient maintenus pour les futurs adhésions. La Croatie, la Macédoine et l'Albanie pourraient dans l'avenir intégrer l'OTAN à condition qu'ils accroissent leurs efforts (Rainer Arnold). Pour la Bosnie Herzégovine, l'Ukraine ou la Géorgie le partenariat pour la paix semble mieux indiqué.

Les Allemands considèrent dans leur ensemble que la France devrait accepter que l'OTAN joue un rôle politique ce qu'elle semble réfuter pour le moment. Ils ont ainsi le sentiment que la France ne s'intéresse pas à ce que l'OTAN soit un lieu de discours pour la politique de sécurité (Markus Meckel). Toutefois les Allemands sont conscients que l'OTAN ne doit pas devenir une alliance omnipotente dans le monde sous peine d'accroître les tensions.

Les Allemands considèrent aussi que la France, avec la Turquie, sont les deux pays qui font obstacle à la coopération entre l'OTAN et l'Union européenne (Markus Meckel). Ainsi le mécanisme Berlin plus est bloqué depuis 2003 du fait de la Turquie et de Chypre. Ainsi il faudrait voir concrètement comment vont se coordonner la NRF et les GT 1500 (Johannes von Ahlefeldt).

Toutefois les Allemands considèrent que le fait de pouvoir faire appel alternativement à la PESD ou à l'OTAN est un atout. C'est une deuxième option qui est ouverte pour l'Union européenne, cela permet d'être pragmatique en matière d'autonomie stratégique (Johannes von Ahlefeldt). Ainsi certains se demandent si les succès de la PESD ne sont pas de nature à pouvoir relancer l'Europe politique après l'échec du traité constitutionnel (Angelica Schwall Duren).

L'OTAN est également considérée comme le lieu où peuvent converger les intérêts communs entre l'Union européenne et les Etats-Unis (Markus Meckel). Du côté français on a le sentiment parfois contraire que les Etats-Unis oeuvrent de plus en plus en dehors de l'OTAN (Didier Boulaud). Enfin les Allemands considèrent que ce lien avec les Etats-Unis ainsi que ceux entre l'OTAN et la PESD seraient améliorés si la France réintégrait la structure militaire intégrée de l'OTAN (Markus Meckel, Rainer Arnold). Les Français estiment bien au contraire qu'une telle évolution témoignerait d'un rapprochement vis-à-vis des positions américaines qui ne peut être d'actualité (Jean-Pierre Maulny). En terme de débat national interne en France, seul Nicolas Sarkozy pourrait être susceptible d'accepter une telle proposition (Pascal Boniface). Au total les positions françaises et allemandes sont encore apparues assez éloignées sur l'OTAN même si la France a renforcé son implication dans cette organisation depuis 2002.

15. CERCLE STRATÉGIQUE FRANCO-ALLEMAND

Berlin, 25. und 26. Oktober 2006
Hotel Maritim, Stauffenbergstr. 26, Berlin-Tiergarten

PROGRAMME

Mercredi 25 octobre 2006

QUELLE STRATEGIE EUROPEENNE EN ASIE CENTRALE ?

Gernot Erler, Député, Ministre délégué au Ministère des Affaires étrangères

Pierre Morel, représentant spécial de l'Union européenne sur l'Asie centrale

Modératrice :

Andrea Schmitz, Stiftung Wissenschaft und Politik

Débat

Jeudi 26 octobre 2006

LA CRISE AU PROCHE-ORIENT

Andrä Gärber, Directeur du département Proche-Orient, FES

Pascal Boniface, Directeur de l'IRIS

Modérateur :

Winfried Veit, Directeur du bureau parisien de la FES

Débat

SOMMET DE RIGA ET TRANSFORMATION DE L'OTAN : QUELLE NOUVELLE ALLIANCE ?

Rainer Arnold, Député, Deutscher Bundestag, porte-parole pour les questions de défense du groupe parlementaire du SPD

Didier Boulaud, Sénateur et Maire de Nevers

Modérateur :

Jean-Pierre-Maulny, Directeur adjoint de l'IRIS

Débat